

Coopération entre le Bénin et les Pays-Bas

**10,75 milliards pour une efficacité de l'aide**

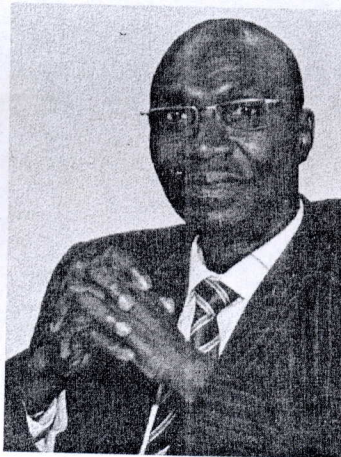
Le ministre de l'économie et des finances, Soulé Mana Lawani, a procédé, vendredi dernier, à la signature de trois accords bilatéraux entre le Bénin et les Pays-Bas. C'était dans la salle de conférence du ministère en présence du ministre de l'enseignement secondaire et de la formation professionnelle, Bernard Davo et des cadres dudit ministère.

Barnabé HOUNKANRIN

10,75 milliards de francs Cfa. C'est le montant global des trois accords bilatéraux signés, vendredi dernier, entre le Royaume des Pays-Bas et la République du Bénin. Les accords concernent l'appui budgétaire 2008 pour un montant de 6,5 milliards de francs Cfa, l'appui aux marchés publics pour un montant de 254 millions de francs Cfa et l'appui au plan décennal de développement du secteur de l'éducation pour un montant de 3,9 milliards de francs Cfa. Cette somme, selon le ministre de l'économie et des finances, servira au financement du déficit résiduel du budget général de l'Etat exercice 2008, au cofinancement avec d'autres partenaires techniques et financiers pour la mise en œuvre de la Stratégie de croissance pour la réduction de la pauvreté, à l'amélioration de la performance et de l'opérationnalisation des procédures du système de passation des marchés publics et enfin, à la mise en œuvre du Plan

décennal de développement du secteur de l'éducation (Pddse) 2006-2015 et à l'amélioration de la qualité de l'éducation dans les sous-secteurs de l'enseignement secondaire et de la formation professionnelle ainsi qu'au renforcement des capacités de gestion du système éducatif au Bénin. Le ministre de l'économie et des finances, Soulé Mana Lawani, a rassuré le partenaire des dispositions diligentes qui ont été déjà prises pour l'accomplissement des formalités d'entrée en vigueur des différents accords bilatéraux signés en vue du démarrage effectif et de la mise en œuvre des diverses activités prévues.

Pour le Chargé d'Affaires des Pays-Bas, Jan Vlaar, représentant l'ambassadeur, son pays reconnaît que le Bénin a encore des défis au niveau de la gestion des finances publiques, ce qui limite entre autres,



Soulé Mana Lawani, ministre de l'Economie et des Finances

sa capacité d'absorption. « Les accords signés représentent une étape dans la collaboration bénino-néerlandaise qui évolue au fur et à mesure dans le bon sens » a souligné Jan Vlaar.

Face à la crise alimentaire mondiale

**La Ldcb lance des actions pour la sécurité et la souveraineté alimentaire au Bénin**

La Ligue pour la défense des consommateurs au Bénin (Ldcb) a procédé vendredi dernier au lancement d'un programme dénommé « Actions pour la sécurité et la souveraineté alimentaire au Bénin ». Le lancement a eu lieu dans la salle de conférence du Chant d'oiseau de Cotonou.

Barnabé HOUNKANRIN

Contribuer à la relance de la production nationale et éveiller la conscience des Béninois sur la crise alimentaire qui frappe actuellement l'humanité. Tel est l'objectif d'un nouveau projet de la Ligue pour la défense des consommateurs au Bénin (Ldcb), projet qui a pour thème « Actions pour la sécurité et la souveraineté alimentaire au Bénin ». Ce projet vise à éduquer les consommateurs sur les avantages de la consommation des produits issus de l'agriculture familiale. La recherche de solutions plus durables demeure un impératif pour la ligue. « Face à la crise alimentaire et financière mondiale, il faut faire le développement à partir de la consommation locale », a martelé Romain Houéhou, président de la Ldcb. Pour lui, il faut commencer à éduquer les populations sur la nécessité et les avantages à consommer les produits fabriqués sur place au Bénin. Et pour mener

à bien son action, la Ldcb a priorisé trois activités principales. Il s'agit d'éduquer les consommateurs et les sensibiliser à la consommation des produits issus de l'agriculture familiale, d'organiser des fora d'échanges thématiques et de dégustation de mets traditionnels africains et enfin, de mettre en place des cantines scolaires qui valoriseront les produits locaux dans deux communes du département des Collines. A travers cette dernière activité, la ligue pourra expliquer aux jeunes enfants, les bienfaits de la consommation locale et son intérêt pour la Nation. Elle a pour partenaire dans ce projet, l'Ong VECO West African représentée par Amidou Diallo au lancement officiel. Ce projet se réalisera avec un montant de près de 10 millions de francs Cfa. « Ce programme va apporter en valeur ajoutée aux mesures prises par le gouvernement », a rappelé Romain Houéhou, président de la Ligue.

Souveraineté alimentaire comme

**solution durable à la sécurité alimentaire**

Selon le président de la Ldcb, les problèmes d'accès aux aliments et la question de leur qualité découlent de la libéralisation aveugle et tous azimuts de la production des aliments. La marchandisation des ressources de l'agriculture répond mal au besoin fondamental de s'alimenter et au droit des peuples à l'alimentation. « C'est ce qui met à mal la pérennité du système alimentaire », a poursuivi Romain Houéhou. Il démontre que la connotation rustique attachée à la consommation des mets locaux a conduit à une extraversion du mode de consommation, ce qui défie deux autres dimensions essentielles de la sécurité alimentaires : la diversité culturelle et sociale des aliments et la capacité des consommateurs à développer des aptitudes requises pour bien s'alimenter et être en mesure d'obtenir des informations permettant de faire des choix responsables sur les produits qu'ils consomment.

Séminaire politique à Bohicon

**Victor Topanou fustige le clair-sombre**

Le Ministre de la Justice, de la législation et des droits de l'homme, Porte-parole du Gouvernement, Victor Topanou était hier sur le plateau de la Télévision nationale. L'actualité politique nationale et principalement le séminaire politique organisé par la coalitions G13, G4 et Force Clé à Bohicon ont été passés au scanner par le ministre.

Hermann ADIMOU (Stag)

Le gouvernement regrette que l'on ne soit pas sorti de cette rencontre avec des décisions très claires consacrant de façon formelle l'opposition dans notre pays. C'est par ces termes, que le ministre de la Justice, de la législation, et des droits de l'homme, Porte-parole du Gouvernement, Victor Topanou, a porté un regard critique sur le séminaire politique organisé par la coalition G13, G4 et Force Clé. Selon lui, le maux dont souffre le Bénin, est l'absence d'une véritable opposition. Toutefois, il a reconnu que l'organisation de ce séminaire politique participe de la vitalité de la démocratie béninoise.

Par rapport au Collectif budgétaire, le



Victor Topanou invite les « G » et « F » à être plus responsables

ministre affirme que le gouvernement est totalement ouvert pour la mise en place d'une Commission d'enquête parlementaire. « Le rôle des députés est de contrôler les actions du gouvernement. » a-t-il dit. Néanmoins, le gouvernement, en attendant que le parlement mette en place une commission d'enquête, à instruit l'Inspection générale d'Etat (Ige) de procéder à certaines enquêtes d'approfondissement. A en croire le Ministre de la Justice, de la législation et des droits de l'homme, Porte-parole du Gouvernement, Victor Topanou, le Président de la République, Boni Yayi, travaille sur la base de deux piliers et le fera jusqu'à la fin de son mandat. Il s'agit de la création de la richesse et de la consolidation de la démocratie.

Se prononçant sur les marches de remerciement, le Ministre de la Justice, de la législation et des droits de l'homme, Porte-parole du Gouvernement, Victor Topanou, a affirmé qu'« une idée porte davantage en fonction de la crédibilité de celui la porte ». Selon lui, ceux qui disent aujourd'hui que les marches de remerciement sont attentatoires à l'unité nationale, ont passé 10 ans auparavant tout leur temps à la faire. Pour lui, le dialogue politique se fait aussi bien avec la majorité présidentielle qu'avec l'opposition.

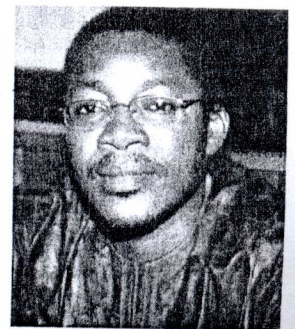
Participation du G13 au conclave de Bohicon

**Les militants de Parakou crient à la trahison**

La participation du G13 aux journées de réflexion initiées par l'« opposition » à Bohicon suscite déjà des vagues au sein de ses militants de Parakou. A travers une conférence de presse, ils fustigent la conduite de leurs responsables et crient à la trahison.

Serge-David ZOUEME

Nous ne sommes informés de rien. Ils ne nous disent rien alors que c'est nous qui les avons élus. Ainsi se plaignaient, le week-end dernier, les jeunes militants du G13. A la faveur d'une conférence de presse organisée à Parakou, ces militants n'ont pu justifier la participation du G13 aux journées de réflexion initiées par la coalition politique. A en croire leurs propos, il s'agit là d'une trahison du fait que leurs responsables n'auraient nullement discuté avec eux de leur intention de participer à cette rencontre de grande importance. Encore moins de leurs motivations, vu que l'atmosphère est viciée au plan politique. Ils auraient souhaité que les barons du G13, a priori, échangent avec eux sur l'objectif de leur participation au conclave de Bohicon, de ce qu'ils en



Bako Arifari Nassirou, président du G13

attendent et de ses retombées pour les militants à la base. Mais rien n'y fit. Ils contestent le fait et exigent des explications des ténors du G13. Selon les indiscretions, cette réaction des jeunes militants, pourrait conduire à l'implosion du G13 si rien n'est fait pour apaiser la tension.